

(Plus tard)

(Texte)

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre. A-t-il en main la compilation, à ce jour, du nombre de discours qui ont été prononcés sur le drapeau, de même que le détail permettant de savoir quels sont ceux qui ont parlé le plus et quelle a été la participation de chaque parti politique, afin que le public canadien sache qui est responsable de la lenteur apportée à l'adoption d'un drapeau national distinctif?

(Traduction)

LA FONCTION PUBLIQUE

PROTESTATIONS AU SUJET DES RÉCENTES MAJORATIONS DE TRAITEMENTS

A l'appel le l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Selon une déclaration publiée par l'Association nationale des fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage, cette association proteste auprès du premier ministre contre les majorations de traitements qui ont été accordées et déclare que les traitements approuvés par le Conseil du Trésor et par le cabinet ne représentent que la moitié de ce qui avait été recommandé par la Commission du service civil. Je voudrais demander au premier ministre s'il a eu connaissance de cette déclaration; peut-il dire à la Chambre si elle est exacte et si les majorations de traitements accordées aux employés de la catégorie «B» ne représentent effectivement que la moitié de la majoration recommandée par la Commission du service civil?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je ne saurais faire de commentaires détaillés à ce sujet ni même répondre à cette question particulière, mais je l'examinerai volontiers. J'ajoute que le président du Conseil privé et moi recevons des délégations à ce sujet demain matin.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CHYPRE—RUMEUR DE RAPATRIEMENT DES TROUPE CANADIENNES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): J'aimerais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question qui, aussi bien lui dire tout de suite, n'a rien à voir avec l'Indonésie. D'après le téléjournal d'hier soir de Radio-Canada, le secrétaire général des Nations Unies a décidé de rappeler ce mois-ci de Chypre,

[L'hon. M. Monteith.]

faute de fonds, toute la force des Nations Unies. Le ministre pourrait-il faire le point de la situation?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le député de Greenwood m'a prévenu qu'il me poserait la même question. La situation est exactement telle que le premier ministre l'a exposée à la Chambre hier. On a rapporté, il est vrai, que le secrétaire général avait dit qu'il retirerait la force; celui-ci l'a cependant nié. Ce qu'il a dit, lors d'une conférence de presse antérieure, c'est que si la situation financière—qui comporte un déficit de deux millions de dollars—ne s'améliorait pas, il lui faudrait envisager cette éventualité.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire si le gouvernement ou lui-même s'efforce d'encourager d'autres pays à verser 2 millions de dollars, ce qui semble une somme assez minime sur laquelle on puisse compter pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix à Chypre? Faisons le nécessaire pour s'assurer que l'argent nécessaire sera disponible?

L'hon. M. Martin: Oui. Nous ne nous sommes épargné aucun effort, de concert avec d'autres pays, pour nous assurer que le déficit sera comblé. J'ai confiance qu'il en sera ainsi; le contraire me décevrait.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): J'aimerais poser une autre question complémentaire. La nouvelle de la *Presse associée* est bien plus précise que ne le laisse entendre la réponse du ministre, à moins que quelqu'un ait apporté un démenti. Elle rapporte que le secrétaire général U Thant a déclaré mercredi soir qu'il fera tenir au Conseil de sécurité, au début du mois prochain, sa recommandation visant à rappeler la force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Le ministre nous dirait-il si cette recommandation s'appliquera seulement aux forces dont la participation est financée par les Nations Unies? Les pays comme le Canada, qui paient eux-mêmes leurs frais de participation, maintiendront-ils leurs forces à Chypre? A mon sens, cela pourrait être possible. Le Canada a-t-il offert de maintenir ses troupes là-bas à ses propres frais?

L'hon. M. Martin: Nous devons examiner cette question à la lumière des recommandations formulées par le secrétaire général au Conseil de sécurité.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il commenter la nouvelle parue dans le *Globe and Mail* de ce